



Communiqué de presse  
Paris, le 16 septembre

**CRNI et Cartooning For Peace** sont soulagés et se réjouissent de la remise en liberté de Musa Kart à la suite d'une décision d'annulation de sa condamnation pénale pour "soutien à une organisation terroriste sans être membre" par la Suprême Cour d'Appel. Le processus d'acquittement n'est pas encore totalement achevé (le tribunal pénal d'origine doit formellement annuler leur verdict) mais, dans les faits, son innocence a été restaurée aux yeux du droit.

Musa Kart et de nombreux collègues du journal *Cumhuriyet* ont été arrêtés en 2016, dans le cadre de la répression généralisée et sévère contre la liberté des médias qui s'est produite en Turquie à la suite de l'échec du coup d'État de cette année-là. Il a été détenu pendant neuf mois en détention provisoire, dans l'illégalité la plus totale, et a finalement pu entendre les charges retenues contre lui devant le tribunal au cours de l'été 2017.

Son discours d'ouverture plein d'entrain et d'humour a été l'un des témoignages les plus éloquents du poids et de l'importance de la caricature jamais prononcés. Bien qu'il ait échappé à la colère du président Erdoğan lors de deux procès antérieurs, il a finalement été condamné. Le détail le plus ridicule de la poursuite ne dépendait pas du contenu de ses caricatures, mais du choix de son agent de voyage.

Après l'épuisement de toutes les voies de recours, Musa Kart et cinq anciens employés du *Cumhuriyet* se sont rendus volontairement en détention en avril de cette année.

Il n'aurait jamais dû passer un seul jour en prison, mais nous sommes heureux qu'il ait été épargné d'une partie de la peine d'emprisonnement énoncée. Au total, il a enduré près de trois années de difficultés inimaginables.

"C'est difficile de vivre dans des pays qui ont perdu leur sens de l'humour mais c'est encore plus difficile de vivre dans des pays où tout est satirique. Malheureusement, nous traversons une période où tout est comme une mauvaise plaisanterie. Cela peut être démontré dans notre dossier. Dans les États modernes légaux, les gens sont d'abord jugés et ensuite pénalisés. Pour nous, c'était exactement le contraire. Ce n'est qu'après neuf mois de détention à Silivri (la prison) que nous avons pu comparaître devant un juge. Nous avons donc été condamnés à l'avance. Nous n'avons pas abandonné notre exigence de bonne application de la loi. Nous insistons sur ce point. Après presque quatorze mois de prison, nous sommes maintenant libres, mais nous avons pris connaissance de nombreuses histoires de traitement injuste et de persécutions. Nous avons laissé derrière nous des gens en attente de justice. Tout le monde sait que des journalistes ont été jetés en prison afin de créer un climat de peur. Nous voulons qu'il soit démontré maintenant que ce n'est pas la bonne voie. Que l'on sache et que l'on voie que les prisons n'effacent pas notre sourire et n'affaiblissent pas notre position." – Musa Kart

"Le CRNI a reconnu le courage de Musa Kart pour la première fois en 2005, lorsque le Premier ministre de l'époque, Erdoğan, a critiqué sa description dans les caricatures de Musa. C'était le début d'une vendetta, à laquelle les circonstances de la tentative de coup d'État et les pouvoirs supplémentaires accordés à la présidence ces dernières années ont finalement donné toute la légitimité. Nous sommes ravis que la Cour suprême ait vu à travers les poursuites pathétiques qui ont tenté de dépeindre Musa comme un danger pour la Turquie. Rien n'est plus faux." - Terry Anderson



Communiqué de presse  
Paris, le 16 septembre

Les deux organisations se félicitent également des répercussions plus larges de cette décision. Il est certain que toutes les poursuites engagées par l'État contre des professionnels des médias et des défenseurs des droits de l'homme en Turquie, qui se comptent par centaines, sont désormais sujettes à caution. Depuis trop longtemps, le pays détient le titre honorifique discutable du plus grand geôlier de journalistes du monde. Tous les efforts doivent maintenant être entrepris pour garantir la liberté de ceux qui sont encore emprisonnés ou qui attendent d'être jugés.

Nous approuvons les conclusions de l'importante mission internationale de liberté de la presse menée cette semaine par l'IIP en Turquie : la crise est loin d'être terminée. En particulier, nous sommes préoccupés par **Erol Önderoğlu** et ses co-accusés, inutilement traînés devant les tribunaux après leur acquittement pour des accusations liées à l'incitation au terrorisme et à la criminalité.